



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Quarante-sixième billet, septembre 2016)**

Chères et Chers habitants de la Commune,

L'été n'a pas encore dit son dernier mot et, pour la rentrée d'automne, les plages continuent à faire parler d'elles. Cette année, dans un climat de tension et de peur, voilà que s'invite une nouvelle polémique en France : la baignade en burkini.

Plusieurs maires de communes balnéaires ont rendu des arrêtés interdisant la baignade dans cette tenue. Même si ces décisions ont fait suite à des échauffourées, il n'en demeure pas moins que la mesure, qui se voulait préventive pour la garantie de l'ordre public, a soulevé un tollé, tant en France qu'à l'étranger. Au sein même du Gouvernement, les ministres se déchirent : du Premier ministre qui l'approuve aux divers ministres qui la rejettent, l'opinion est fracturée. C'est à peu près le même scénario dans l'ensemble du pays. Il n'y a, en fait, que l'extrême droite pour montrer un front uni à l'appui de cette interdiction.

Saisi par la Ligue des droits de l'Homme, le Conseil d'Etat, plus haute juridiction administrative du Pays, a invalidé l'arrêté pour la commune de Villeuve-Loubet, le 27 août dernier. Il a estimé, en substance, qu'une telle restriction ne pouvait être admise qu'en cas de « risques avérés » pour l'ordre public. Or, en l'espèce, ce n'était manifestement pas le cas et ne justifiait nullement une mesure qui a « porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et de venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle ». En d'autres termes, dans les espaces publics, la liberté religieuse doit être réservée et aucune atteinte ne peut lui être imposée, sauf s'il y a des risques avérés de troubles à l'ordre public. Toujours d'après le Conseil d'Etat, un sentiment d'insécurité lié à une situation donnée ne constitue pas en soi un risque avéré. Bref, les maires ont été priés de se rhabiller !

Naturellement, la décision du Conseil d'Etat a contribué à attiser la polémique et si les uns la saluent, les autres – et non des moindres puisqu'on trouve un ancien président de la République – la vitupèrent. En toute objectivité, et bien que je sois moi-même une ardente partisane de la laïcité, force est de reconnaître que le Conseil d'Etat ne pouvait pas prendre une autre position. A cet égard, il sied de saluer son courage politique. Néanmoins et quoiqu'en pensent les défenseurs des droits humains, dans une atmosphère de revendication et de provocation, on ne peut pas non plus occulter des décennies de défense des droits liés à la laïcité et qui sont les fondements même des sociétés démocratiques.

Et c'est malheureusement là que le bât blesse : pendant des années, les diverses communautés ont vécu dans une certaine harmonie, mais depuis l'émergence des sociétés fondées sur un ordre juridique à connotation religieuse, surtout liée à l'Islam, il devient patent d'afficher sa croyance. On régresse vers une morale obscurantiste qui s'oppose à un Etat de droit fondé sur des valeurs égalitaires et progressiste. Il ne suffit en effet pas de garantir la liberté individuelle, parmi laquelle se trouve la liberté religieuse et en même temps tolérer des flagrantes atteintes à la liberté personnelle, au motif même que celles-ci découlent justement de cette liberté de conscience. Car les contraintes imposées aux femmes dans les sociétés de ce type ne sont pas toutes librement choisies, loin s'en faut, et l'ostracisme qu'elles pratiquent a encore de beaux jours devant lui.

La morale évolue en bien et en mal. Quand nos grand-mères et arrière-grand-mères se baignaient sur la plage au début du 20<sup>ème</sup> siècle, vêtues d'un maillon enveloppant tout le corps et que leur maris étaient à peine moins dévêtus, cela faisait scandale. Alors que de nos jours où les seins nus et autres strings sont devenus la règle, le bermuda, qui tient davantage du pantalon que du maillot de bain, revient en force. Même constat pour les shorts des joueurs de football ou de tennis qui, il y a une quarantaine d'années arrivaient à mi-cuisse et qui, depuis, sont redescendus à peine au-dessus du genou. Il s'agit ici d'effets de mode. De ce côté-là, il est malvenu de reprocher aux femmes de vouloir se couvrir. On ne saurait toutefois nier que le burkini est sans contexte un signe de prosélytisme religieux qui emprisonne le corps de la femme, afin d'éviter toute tentation malsaine aux hommes et exploité pour des raisons politiques.

En matière de liberté vestimentaire, que d'excentricités n'a-t-on pas tolérées ! Il paraît alors saugrenu de parler de tenue indécente en visant le burkini. Personne ne s'offusque à la vue de religieuses marchant, toutes voiles au vent, les pieds dans l'eau, au bord de la mer, ni des baigneurs en combinaison intégrale, mais il est vrai que ces derniers n'ont aucune attitude revendicatrice.

Nos sociétés sont bien démunies face à la montée en puissance du salafisme et peinent à répondre de manière adéquate à toutes les provocations. La gauche qui a toujours eu une tendance à l'angélisme, affiche une attitude de déni et de reconnaissance un peu trop facile, tandis que la droite a tendance plutôt à répondre par une contre-provocation. Il est normal que chacun puisse s'habiller comme il l'entend et ne pas faire l'objet d'exclusion, mais en même temps, il est tout aussi normal que nos sociétés préservent leurs valeurs républicaines et, dans le cas où une liberté fondamentale se heurte à une autre, seule doit primer la valeur qui est reconnue par le plus grand nombre.

La religion, quelle qu'elle soit, a toujours été une affaire d'hommes et instrumentée par les hommes, sur un modèle de patriarcat, où les femmes en font les frais. Impossible de fermer les yeux sur le sort des femmes qui subissent des atteintes à leurs libertés fondamentales, par oppression religieuse et qui deviennent les instruments du combat contre la laïcité. Que l'on ne me dise pas que ce vêtement, sexiste et stigmatisant soit une tenue agréable pour se baigner, même pour les modèles les plus évolués.

Cela dit, l'interdit, à ce stade, contribue davantage à la victimisation, facilitant ainsi la réception, pour ne pas dire la prolifération de la propagande socio-religieuse auprès de jeunes filles ou femmes influençables et lobotomisées, qui y verront une manière supplémentaire d'afficher des convictions qui ne sont pas les leurs mais qui les relient à leur milieu identitaire et qui accentuera davantage la fracture sociale avec le monde dans lequel elles évoluent.

C'est en amont qu'il faut agir et non par à-coups. A commencer par affirmer l'attachement de nos sociétés aux valeurs démocratiques égalitaires et laïques, à combattre les idées archaïques, issues des dérives religieuses et qui s'appuient sur la liberté de croyance et de mouvement, à veiller à véhiculer dans le vivre ensemble les principes fondamentaux de respect de chacun et à prendre toute mesure pour que chacun mais surtout chacune puisse faire ses choix librement et sans contrainte.

Même si, dans le fond, je doute que toutes les réactions anti-burkini visent le bien-être des femmes, au stade où en sont les choses actuellement, je ne peux que comprendre les décisions des maires des communes concernées. Et déplorer que les sociétés démocratiques laissent agir dans une sorte d'indifférence laxiste quelques excités qui introduisent insidieusement dans notre ordre juridique leurs idées fondamentalistes.

Erika Schnyder, syndique